

# CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2013

## Rebond de l'activité et recul de l'emploi salarié marchand

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, l'activité économique a rebondi après deux trimestres de contraction (+0,5 % après -0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et -0,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012). Dans le même temps, le recul de l'emploi salarié marchand s'est amplifié : -34 600 postes après -4 700 au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. L'emploi a poursuivi son repli dans l'industrie (-19 000 postes après -11 700) et dans la construction (-7 700 après -8 900), et a enregistré un recul dans le secteur tertiaire marchand (-7 800 postes après +15 900), sous l'effet notamment de la contraction de l'emploi intérimaire (-4 300 après +10 300).

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a progressé de 12 000 après une hausse de 7 000 au trimestre précédent. Au total, le recul de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimé à 19 000 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après un rebond de 6 000 postes au trimestre précédent.

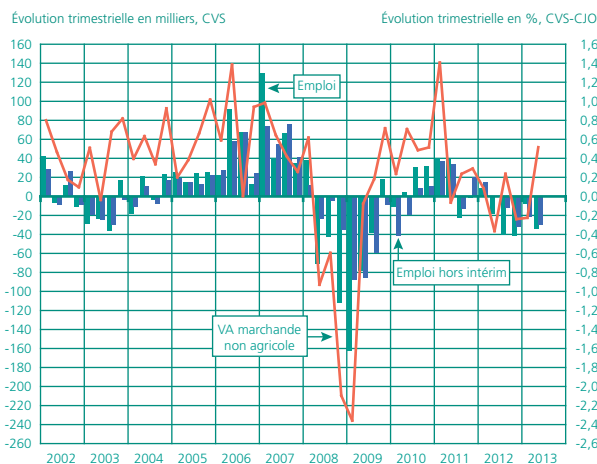
Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 en France métropolitaine, pour s'établir à 10,5 % de la population active. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a ralenti au 2<sup>e</sup> trimestre (+55 000 après +99 000 pour la catégorie A, +59 000 après +122 000 pour les catégories A, B, C).

Dans la zone euro, l'activité s'est redressée de +0,3 %, après huit trimestres de baisse consécutifs. Le taux de chômage a poursuivi sa hausse, augmentant de 0,1 point pour s'établir à 12,1 % de la population active.

### L'activité a rebondi fortement en France au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, l'activité économique en France a progressé de 0,5 % après deux trimestres de baisse consécutifs (-0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre et -0,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012). À l'issue du 2<sup>e</sup> trimestre, l'« acquis de croissance » du PIB (1) pour 2013 s'établit à +0,1 %, après une croissance nulle en moyenne annuelle en 2012 [1].

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

(1) C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2013 que l'on observerait si l'activité se maintenait jusqu'à la fin de l'année à son niveau du 2<sup>e</sup> trimestre.

La production de biens et services s'est redressée (+0,9 %, après être restée stable au trimestre précédent), entraînée par une forte accélération de la production industrielle (+2,0 % après +0,3 %) et une hausse marquée de la production de services marchands (+0,6 % après +0,0 %). La production manufacturière a fortement accéléré (+2,0 % après +0,2 %), sous l'effet notamment du rebond de la production de matériels de transports (+8,4 % après -1,0 %) et dans une moindre mesure des biens d'équipements (+1,4 % après -0,1 %), de même que la production des secteurs de l'énergie, de l'eau et de déchets (+2,0 % après +0,7 %). La production de services marchands a également accéléré, sous l'effet du rebond de la production des secteurs des services aux entreprises (+1,4 % après -0,1 %), de l'hébergement-restauration (+0,8 % après -1,4 %) et du commerce (+0,4 % après -0,3 %) tandis que la production continuait d'augmenter de manière soutenue dans les secteurs de l'information-communication et les services financiers. En revanche, dans la construction, la production s'est

de nouveau contractée pour le sixième trimestre consécutif (-0,7 % après -0,8 %).

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, la demande intérieure hors stocks a contribué positivement à l'activité à hauteur de +0,3 point de PIB, après une contribution de -0,2 point au trimestre précédent. Les dépenses de consommation des ménages se sont redressées (+0,4 %, après -0,1 %) alors que les dépenses d'investissement ont reculé pour le sixième trimestre consécutif (-0,4 % après -1,0 %). En détail, si l'investissement des ménages a poursuivi sa baisse (-1,7 %, après -1,4 %), celui des entreprises s'est par contre stabilisé (après -1,0 % au trimestre précédent) et celui des administrations publiques a progressé (+0,2 % après -0,5 %). Par ailleurs, les exportations ont rebondi (+2,0 % après -0,5 %) et les importations ont accéléré (+1,7 % après +0,1 %). Le commerce extérieur a ainsi eu une contribution nulle à la croissance du PIB, après -0,2 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Enfin, l'évolution des stocks des entreprises a soutenu l'activité au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (+0,2 point de PIB, comme au trimestre précédent).

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Données CVS, en fin de trimestre	2013		2012				2013				2012	2013
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2	
	Niveau, en milliers		Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
<b>Secteurs marchands</b> .....	<b>15 929</b>	<b>9</b>	<b>-19</b>	<b>-41</b>	<b>-41</b>	<b>-8</b>	<b>-35</b>				<b>-0,2</b>	<b>-0,9</b>
Dont : industrie .....	3 212	-5	-8	-7	-11	-12	-19				-0,5	-1,5
construction .....	1 401	2	-5	-4	-7	-7	-8				-0,8	-2,1
tertiaire .....	11 316	11	-6	-30	-23	11	-8				0,0	-0,5
dont : intérim .....	577	-6	-18	-29	-9	13	-4				-9,2	-5,0
<b>Autres (1)</b> .....	<b>10 395</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>-23</b>	<b>19</b>	<b>15</b>	<b>13</b>				<b>0,3</b>	<b>0,4</b>
Dont : non-marchand aidé (2) .....	223	18	7	-23	-3	7	12				0,4	-2,9
non-marchand privé (3) .....	1 960	7	6	2	8	-4	5				1,1	0,6
<b>Emploi total</b> .....	<b>26 342</b>	<b>45</b>	<b>-18</b>	<b>-64</b>	<b>-22</b>	<b>6</b>	<b>-19</b>				<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels .....	17 888	16	-12	-39	-33	-12	-30				-0,1	-0,7

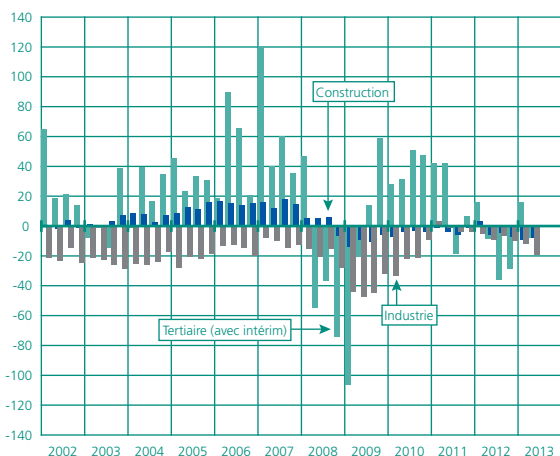


Sources : Dares, Insee.

- (1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.  
 (2) Contrat unique d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), contrats d'avenir (CA) et emplois d'avenir (EA).  
 (3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité

Évolution trimestrielle en milliers, CVS

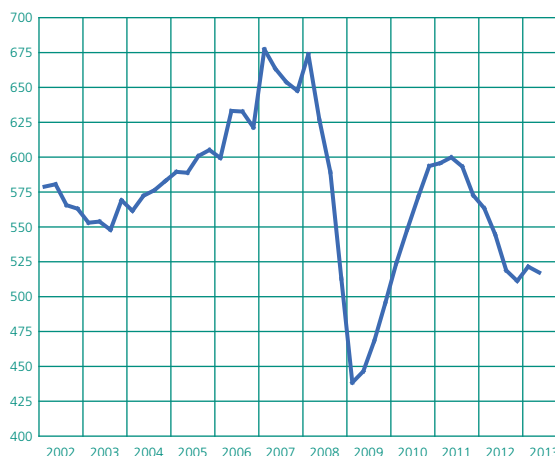


L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire

Niveau en milliers en fin de trimestre, CVS



Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences intérim.



Tableau 2 • Évolution des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2012				2013				2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2
	Évolution sur un trimestre, en %								Évolution sur un an, en %	
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE) (1) ....	0,9	0,5	0,5	0,2	0,7	0,4			2,2	1,9
Salaire mensuel de base (SMB) (1) .....	0,9	0,5	0,4	0,2	0,7	0,4			2,1	1,8
Salaire moyen par tête (SMPT) (2) .....	0,5	0,3	0,5	0,3	0,5	0,7			1,8	2,0
Prix à la consommation (3) .....	0,9	0,1	0,0	0,2	0,5	0,1			1,9	0,8
Prix à la consommation du 1 <sup>er</sup> quintile du niveau de vie (4)	0,9	0,1	-0,1	0,3	0,4	0,1			1,9	0,7

(1) Données brutes, fin de trimestre, établissement des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).

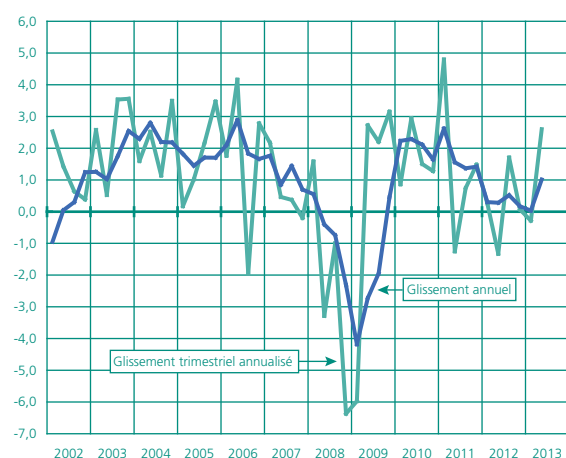
(4) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour les ménages appartenant au 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie (mesuré sur le dernier mois du trimestre, données brutes).



Sources : Dares, Insee.

Graphique 4 • Productivité par tête

Évolutions annuelle et trimestrielle annualisée, en %

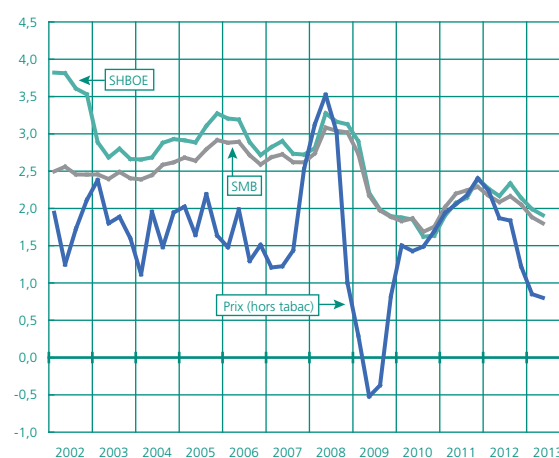


Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation

Évolution sur un an, en %



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.

Sources : Dares, Insee.

## Nouveau recul de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2], l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) a reculé de 34 600 postes (-0,2 %), après une moindre baisse de 4 700 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (graphique 1, tableau 1). Sur un an, l'emploi SMNA s'est contracté de 139 100 postes (-0,9 %).

Le recul de l'emploi SMNA a résulté de fortes destructions de postes dans le secteur de l'industrie et, dans une moindre mesure, dans les secteurs de la construction et du tertiaire (2). Le repli de l'emploi hors intérim s'est accéléré dans l'industrie, à hauteur de 19 000 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 après -11 700 au trimestre précédent. Dans la construction, l'emploi a reculé pour le cinquième trimestre consécutif : -7 700 postes après -8 900 au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Enfin, l'emploi dans le tertiaire marchand (y compris intérim) s'est contracté de 7 800 postes au

2<sup>e</sup> trimestre 2013, après une progression de 15 900 au trimestre précédent. Ce recul s'explique en partie par l'emploi intérimaire qui avait rebondi au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (-4 300 après +10 300). Hors intérim, l'emploi dans le tertiaire marchand a diminué de 3 600 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après un rebond de 5 700 au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a poursuivi sa progression au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 : +12 000 bénéficiaires, après +7 000 au trimestre antérieur. En parallèle, les secteurs non marchands ont créé des emplois de droit privé : +4 600 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après une quasi-stagnation au trimestre précédent.

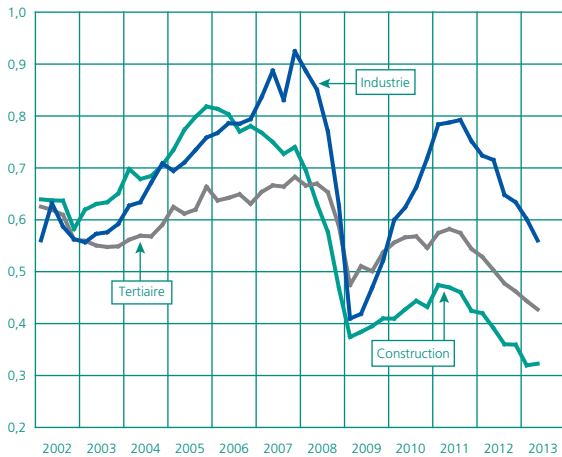
Au total, on estime que l'emploi total s'est replié de 19 000 postes au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après une progression de 6 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et un recul de 22 200 au 4<sup>e</sup> trimestre 2012. Sur un an, entre juin 2012 et juin 2013, l'emploi s'est replié de 98 000 postes (-0,4 %) après avoir augmenté de 4 000 (+0,0 %) entre juin 2011 et juin 2012.



(2) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien. Les intérimaires sont ainsi comptabilisés dans le secteur tertiaire quelque soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission.

## Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail

Ratio : flux d'offres d'emploi enregistrées sur entrées à Pôle emploi, CVS

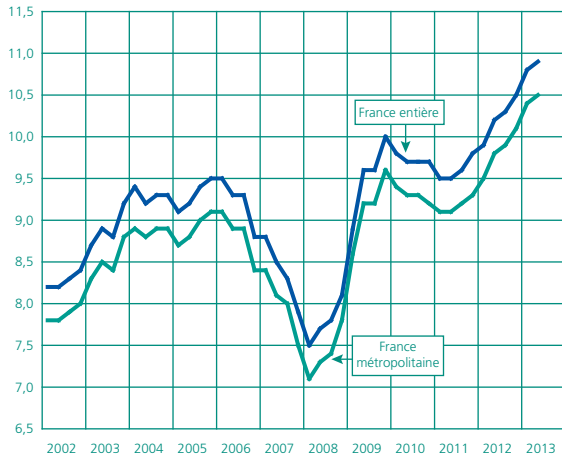


Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.  
Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, Pôle emploi, statistiques du marché du travail.

## Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT en France

En %, données CVS, en moyenne trimestrielle



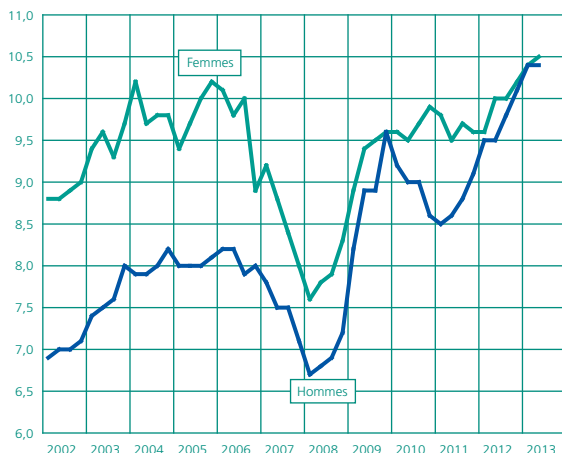
Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/-0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

## Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe

En %, données CVS en moyenne trimestrielle



Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

## Avec la modération de l'inflation, les salaires de base exprimés en termes réels continuent d'accélérer au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, la productivité dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles a augmenté de 0,6 %, le redressement de l'activité (+0,5 %) s'étant accompagné d'un nouveau recul de l'emploi salarié (-0,2 %) (3). En glissement annuel, la productivité par tête, qui avait progressivement ralenti depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 (graphique 4), a accéléré au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (+1,1 %).

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) et le salaire mensuel de base (SMB) ont tous deux progressé de 0,4 % en données brutes au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après +0,7 % au trimestre précédent [4]. Entre juin 2012 et juin 2013, les hausses respectives du SHBOE et du SMB se sont établies à 1,9 % et à 1,8 % (tableau 2 et graphique 5), après +2,2 % et +2,1 % entre juin 2011 et juin 2012.

En parallèle, l'inflation des prix à la consommation hors tabac (données brutes) a également ralenti au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, à +0,1 % après +0,5 % au trimestre précédent. Une fois prise en compte l'évolution des prix, le SHBOE et le SMB en euros constants (4) ont crû respectivement de +0,3 % et +0,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre après +0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. En rythme annuel, le SHBOE et le SMB exprimés en termes réels continuent leur progression dynamique entamée depuis la fin de l'année 2012, à respectivement 1,1 % et 1,0 % de juin 2012 à juin 2013, après +0,3 % et +0,2 % un an auparavant. Ce raffermissement s'explique principalement par le ralentissement de l'inflation en glissement annuel, la hausse des prix hors tabac ressortant à 0,8 % de juin 2012 à juin 2013 après +1,9 % un an auparavant.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté de 0,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 après +0,5 % au trimestre précédent. Entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2013, le SMPT a progressé de 2,0 % après +1,8 % un an auparavant. En termes réels (5), la hausse du SMPT s'est ainsi établie à +1,4 % en glissement annuel au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après une baisse de 0,2 % un an auparavant.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, les indicateurs de tension (6) ont poursuivi leur repli dans 2 grands domaines professionnels sur 3 (graphique 6, [5]). Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, l'indicateur de tension est en légère hausse au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 mais reste sensiblement en deçà de sa moyenne de longue période (-48 %). Dans les domaines de l'industrie et du tertiaire, les tensions poursuivent leur baisse et se situent à des niveaux respectivement inférieurs de 18 % et de 29 % à leur moyenne de longue période.



(3) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.

(4) On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCh).

(5) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'IPCh. Entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2012 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2013, l'IPCh en moyenne trimestrielle a augmenté de +0,9 %, et de +2,2 % entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2012.

(6) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux entrées à Pôle emploi sur la même période.



Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

Entrées, données brutes en fin de trimestre	2012				2013				2012	2013
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2
	Entrées trimestrielles, en milliers								Évolution sur un an, en %	
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....</b>	<b>160</b>	<b>102</b>	<b>192</b>	<b>274</b>	<b>132</b>	<b>105</b>			<b>-9,2</b>	<b>3,6</b>
Dont : abaissement de coûts salariaux.....	24	15	11	13	15	17			-6,0	8,8
contrat Unique d'Insertion marchand (CUI-CIE)	21	13	8	10	12	13				
emploi d'avenir marchand.....	0	0	0	0	0	2				
formations en alternance.....	71	30	132	211	58	31			-8,2	2,2
contrat d'apprentissage (2).....	43	13	96	142	31	12				
contrat de professionnalisation.....	28	18	36	69	27	19				
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise.....	57	48	41	43	52	50			-10,8	3,8
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand.....</b>	<b>112</b>	<b>91</b>	<b>109</b>	<b>90</b>	<b>101</b>	<b>91</b>			<b>23,4</b>	<b>0,0</b>
Dont : contrat unique d'insertion non marchand (CUI-CAE).....	112	91	109	89	93	78				
emploi d'avenir non marchand.....	0	0	0	1	8	14				
<b>Formation des demandeurs d'emplois.....</b>	<b>189</b>	<b>142</b>	<b>191</b>	<b>190</b>	<b>195</b>	<b>149</b>			<b>3,5</b>	<b>4,7</b>
<b>Ensemble (3).....</b>	<b>461</b>	<b>335</b>	<b>492</b>	<b>554</b>	<b>428</b>	<b>345</b>			<b>3,7</b>	<b>3,1</b>

Effectifs de bénéficiaires, données CVS en fin de trimestre	2013		2012				2013				2012	2013	
	T2	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2	
	Nombre de bénéficiaires, en milliers		Évolutions trimestrielles, en milliers										Évolution sur un an, en %
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1).....</b>	<b>940</b>	<b>8</b>	<b>-14</b>	<b>-1</b>	<b>-40</b>	<b>-11</b>	<b>5</b>					<b>-0,3</b>	<b>-4,8</b>
Dont : abaissement de coûts salariaux.....	89	1	-9	-10	-8	-3	3					-6,5	-16,3
contrat Unique d'Insertion marchand (CUI-CIE).....	28	2	-7	-8	-5	-1	3						
emploi d'avenir marchand.....	2	0	0	0	0	0	2						
formations en alternance.....	572	-2	-2	12	-16	-12	-1					2,6	-2,9
contrat d'apprentissage (2).....	404	-2	1	19	-14	-11	0						
contrat de professionnalisation.....	168	-1	-3	-7	-2	-1	0						
aide aux chômeurs créateurs d'entreprise.....	205	1	-5	-4	-3	-4	1					-3,6	-5,0
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand.....</b>	<b>223</b>	<b>18</b>	<b>7</b>	<b>-23</b>	<b>-3</b>	<b>7</b>	<b>12</b>					<b>0,4</b>	<b>-2,9</b>
Dont : contrat unique d'insertion non marchand (CUI-CAE).....	201	18	7	-23	-4	-1	-1						
emploi d'avenir non marchand.....	23	0	0	0	1	8	13						
<b>Formation des demandeurs d'emplois.....</b>	<b>308</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>-3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>					<b>-2,0</b>	<b>6,4</b>
<b>Ensemble (3).....</b>	<b>1 471</b>	<b>30</b>	<b>-4</b>	<b>-8</b>	<b>-46</b>	<b>-1</b>	<b>19</b>					<b>-0,5</b>	<b>-2,3</b>

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les Directe après enregistrement des chambres consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondant à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Champ : France métropolitaine.

## Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés s'est redressé au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation en données corrigées des variations saisonnières a augmenté pour la première fois depuis un an (+19 000) après s'être quasiment stabilisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (-1 000). Cette hausse est imputable à la fois aux secteurs marchand et non marchand. Dans ce dernier, les effectifs de bénéficiaires d'emplois aidés ont progressé à un rythme plus élevé que le trimestre précédent tandis que dans le secteur marchand, ils se sont redressés après quatre trimestres de baisse (tableau 3).

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a progressé au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 pour le deuxième trimestre consécutif (+12 000 après +7 000). Les embauches en CUI-CAE ont légèrement diminué (26 000 entrées mensuelles en moyenne après 31 000 au

1<sup>er</sup> trimestre 2013) mais sont restées comparables aux sorties, également en légère baisse ce trimestre (26 000 sorties mensuelles en moyenne après 31 000 le trimestre précédent). Parallèlement, les effectifs en emploi aidé ont bénéficié de la montée en charge des emplois d'avenir non marchands, contrats destinés aux jeunes sans emploi peu ou pas qualifiés, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2012 : 14 000 jeunes ont été embauchés dans le cadre de ce dispositif au 2<sup>e</sup> trimestre, après 8 000 le trimestre précédent. Fin juin 2013, 223 000 salariés bénéficiaient d'un contrat aidé dans le secteur non marchand, dont 200 500 d'un CUI-CAE.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés s'est redressé au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 : +5 000 après -11 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Cette hausse est essentiellement attribuable aux CUI-CIE et aux emplois d'avenir marchands. Au-delà de leur caractère saisonnier, les enregistrements de contrats d'apprentissage ont été comparables à ceux recensés à la même période en 2012 (12 000 après 13 000) et aussi



Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale.

nombreux que les sorties. Le nombre d'apprentis s'est ainsi stabilisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 pour s'établir fin juin 2013 à 404 000 en données corrigées des variations saisonnières (394 000 en données brutes). Les enregistrements de nouveaux contrats de professionnalisation ont eux aussi été proches de ceux du 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (19 000 après 18 000) ainsi que des sorties. Le nombre de bénéficiaires de contrats de professionnalisation est donc également resté stable à 168 000 personnes fin juin 2013, en données corrigées des variations saisonnières (162 000 en données brutes). Par ailleurs, 13 000 CUI-CIE ont débuté au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après 12 000 le trimestre précédent ; 9 000 sorties de CUI-CIE ayant eu lieu sur la même période, les effectifs de bénéficiaires de CUI-CIE sont repartis à la hausse (+3 000 après -1 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2013). Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, 2 000 entrées en emplois d'avenir marchands ont eu lieu, après un peu plus de 200 le trimestre précédent. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé marchand (CUI-CIE et emplois d'avenir) s'établit ainsi à 30 000 fin juin 2013, après 25 000 fin mars.

## Nouvelle hausse du taux de chômage au sens du BIT au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

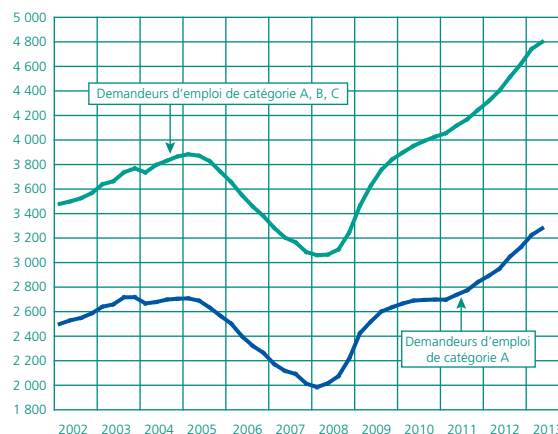
Selon les estimations de l'Insee s'appuyant sur les données issues de l'enquête Emploi [6], 10,9 % de la population active étaient chômeurs au sens du BIT en France (y compris Dom) au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (7). En France métropolitaine, le taux de chômage s'est établi à 10,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (tableau 4, graphique 7), en hausse de 0,1 point par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

En France métropolitaine, au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, le taux de chômage des hommes est resté stable par rapport au trimestre précédent, tandis que celui des femmes augmentait de 0,1 point (graphique 8), s'établissant respectivement à 10,4 % et à 10,5 %. Alors que le taux de chômage des seniors est resté stable sur le trimestre et que celui de la classe d'âges intermédiaires était en hausse de 0,2 point, le taux de chômage des jeunes a quant à lui baissé pour le 2<sup>e</sup> trimestre consécutif (-0,3 point, après un recul de 0,6 point au trimestre précédent). Ce recul reflète une baisse prononcée pour les hommes (-0,9 point) tandis que le taux de chômage des jeunes femmes était en hausse (+0,5 point). Au total, un peu moins d'un quart des jeunes actifs âgés de moins de 25 ans étaient au chômage (24,6 %) au 2<sup>e</sup> trimestre 2013.

Sur un an, du 2<sup>e</sup> trimestre 2012 au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, le taux de chômage en France métropolitaine s'est accru de 0,7 point dont +0,9 point pour les hommes et de +0,5 point pour les femmes, avec une hausse +1,5 point pour les jeunes de moins de 25 ans (-0,2 point pour les jeunes hommes et +3,7 points pour les jeunes femmes).

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois par catégorie

En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre

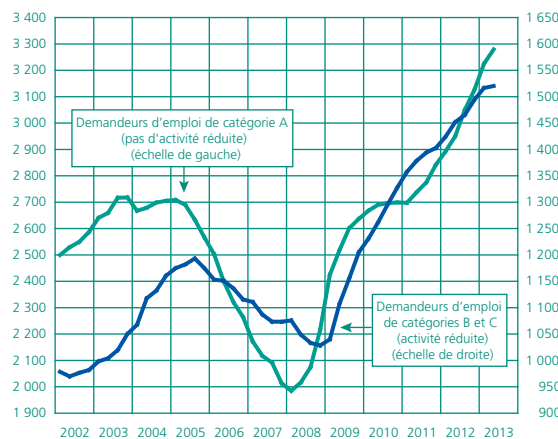


Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, Pôle emploi, statistiques du marché du travail.

Graphique 10 • Demandeurs d'emploi et activité réduite

En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre

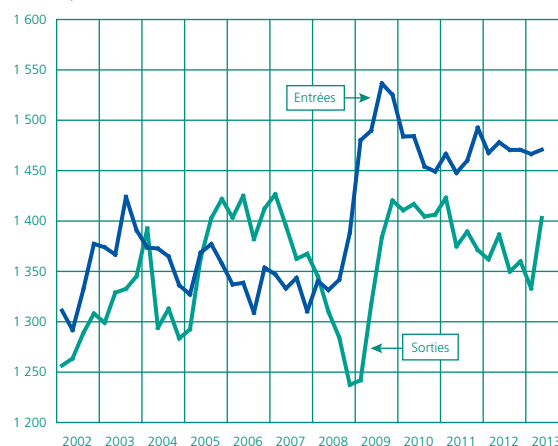


Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, Pôle emploi, statistiques du marché du travail.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO cumulées sur le trimestre



Note : il s'agit des entrées et sorties sur les listes cumulées sur le trimestre, pour les seules catégories A, B et C, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre) ; les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés.

Champ : France métropolitaine.

Source : Dares, Pôle emploi, statistiques du marché du travail.



(7) Les données du taux de chômage aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2013 sont présentées en cohérence avec les données des trimestres antérieurs, c'est-à-dire après neutralisation de l'effet lié à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi de l'Insee intervenue début 2013 [6].



Tableau 4 • Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	2013	2012				2013				2012	2013
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2 (p)	T3	T4	T2	T2 (p)
	Nombre de chômeurs, en milliers	Taux de chômage, en %								Évolution du taux de chômage sur un an, en point de %	
<b>Hommes</b> .....	<b>1 556</b>	<b>9,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>10,1</b>	<b>10,4</b>	<b>10,4</b>			<b>0,9</b>	<b>0,9</b>
Moins de 25 ans .....	353	22,4	23,6	24,5	25,4	24,3	23,4			2,2	-0,2
25-49 ans .....	888	8,5	8,5	8,6	8,8	9,3	9,4			1,0	0,9
50 ans ou plus .....	314	6,8	6,6	6,9	7,3	7,6	7,8			0,5	1,2
<b>Femmes</b> .....	<b>1 445</b>	<b>9,6</b>	<b>10,0</b>	<b>10,0</b>	<b>10,2</b>	<b>10,4</b>	<b>10,5</b>			<b>0,5</b>	<b>0,5</b>
Moins de 25 ans .....	326	22,3	22,4	24,5	25,6	25,6	26,1			-0,6	3,7
25-49 ans .....	845	9,2	9,5	9,3	9,4	9,5	9,7			0,7	0,2
50 ans ou plus .....	274	6,3	7,0	6,9	6,9	7,3	7,3			0,7	0,3
<b>Ensemble</b> .....	<b>3 001</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>	<b>10,1</b>	<b>10,4</b>	<b>10,5</b>			<b>0,7</b>	<b>0,7</b>
Moins de 25 ans .....	680	22,4	23,1	24,5	25,5	24,9	24,6			1,0	1,5
25-49 ans .....	1 733	8,9	9,0	9,0	9,1	9,4	9,6			0,9	0,6
50 ans ou plus .....	589	6,5	6,8	6,9	7,1	7,5	7,5			0,6	0,7

	Nombre de chômeurs, en milliers	Évolution du nombre de chômeur sur un trimestre, en milliers								Évolution du nombre de chômeurs sur un an, en point de %	
Nombre de chômeurs au sens du BIT ..	3 001	58	70	43	87	61	26			8,6	7,8

(p) : résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.



Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et ancienneté sur les listes de pôle Emploi

Données CVS, en moyenne trimestrielle	2013	2012				2013				2012	2013
	T2	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T2	T2
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
<b>Catégories A, B, C, D, E</b> .....	<b>5 412</b>	<b>81</b>	<b>83</b>	<b>116</b>	<b>116</b>	<b>109</b>	<b>64</b>			<b>6,5</b>	<b>8,1</b>
Catégories A, B, C .....	4 800	72	85	114	104	122	59			6,9	9,1
Catégorie A .....	3 279	51	58	100	75	99	55			7,8	11,2
Catégories B, C (exerçant une activité réduite) .....	1 520	21	28	14	29	23	4			5,3	4,7
Catégorie B (activité réduite courte) .....	628	9	18	11	15	28	-16			7,5	6,5
Catégorie C (activité réduite longue) .....	893	13	9	3	13	-5	20			3,8	3,5
Catégorie D .....	263	3	4	7	13	-6	6			2,1	8,6
Catégorie E .....	349	5	-6	-5	-1	-7	-1			3,8	-3,9
<b>Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de longue durée</b> .....	<b>1 957</b>	<b>34</b>	<b>42</b>	<b>62</b>	<b>64</b>	<b>81</b>	<b>63</b>			<b>7,8</b>	<b>16,0</b>
1 à 2 ans d'ancienneté en catégories A, B, C .....	982	15	16	32	34	39	22			4,0	14,9
2 à 3 ans d'ancienneté en catégories A, B, C .....	426	-1	7	8	12	18	16			1,9	14,4
3 ans ou plus d'ancienneté en catégories A, B, C .....	550	21	18	21	18	23	26			21,7	19,1

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Champ : France métropolitaine.



Source : Dares, Pôle emploi, statistiques du marché du travail.

## Au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est ralentie

À la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2013, 5 412 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), en augmentation de 405 000 par rapport à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2012 (tableau 5 et [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) a poursuivi sa hausse au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, à un rythme

cependant moins soutenu qu'au trimestre précédent (8) (+59 000 après +122 000, graphique 9) pour atteindre 4 800 000. Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) a crû de 55 000, après +99 000 au trimestre précédent. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi a également été moins forte chez ceux exerçant une activité réduite (catégories B, 78 heures et moins dans le mois et C, plus de 78 heures) (+4 000 après +23 000). Ce ralentissement s'explique par le recul du nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (-16 000 après +28 000), tandis que ceux ayant exercé une activité réduite longue

(8) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a eu un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à la fin janvier 2013 de +21 100 pour la catégorie A et de +24 000 pour les catégories A, B, C, en France métropolitaine. En février, l'écart entre le nombre de demandeurs d'emploi effectivement inscrits et celui qui aurait été observé en l'absence de réforme a été proche de celui mesuré en janvier. À partir de mars, cet écart doit se réduire au fil des mois. À moyen terme, le nombre de demandeurs d'emploi effectivement inscrits pourrait être légèrement supérieur à celui qui aurait été observé en l'absence de réforme.

étaient en hausse sur le trimestre (+20 000 après -5 000).

Fin juin 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est néanmoins accru sur un an de 330 000 (+11,2 %) après +212 000 un an auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C a augmenté de 398 000 (+9,1 %) sur la même période, après +285 000 un an auparavant.

Par ailleurs, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B ou C s'est poursuivie au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. Ce nombre a augmenté de 63 000 sur le trimestre après +81 000 au trimestre précédent et de +270 000 sur un an (+16,0 %). La proportion d'inscrits depuis un an ou plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C a atteint 40,8 % à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2013 ; sur un an, cette proportion a augmenté de 2,5 points.

La progression moins soutenue qu'au 1<sup>er</sup> trimestre du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C a résulté d'une nette augmentation des sorties (+70 000 sorties cumulées sur le 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après -27 000 au trimestre précédent, graphique 11) accompagnée d'une quasi-stagnation des entrées (+4 000, après -4 000 au trimestre précédent) (9).

La croissance des sorties des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C sur le trimestre est en grande partie due à la forte hausse des sorties pour « radiations administratives » (+49 000), qui fait suite à un recul important au 1<sup>er</sup> trimestre dû à la modification des règles de gestion des radiations à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 (-29 000) (10). Elle provient également, dans une moindre mesure, d'une hausse des sorties pour « défaut d'actualisation » (+14 000 après -4 000) et « entrées en stage » (+12 000 après -5 000). Les sorties pour « reprises d'emploi déclarées » et pour « arrêts de recherche » ont pour leur part reculé (respectivement de -5 000 et -2 000, après +5 000 et -1 000 au trimestre précédent). En parallèle, la faible hausse des entrées a résulté de l'augmentation des entrées pour « premières entrées » (+4 000 après -2 000), « autres cas » (+3 000 après +9 000), « reprises d'activité » (+2 000 après -6 000) et « autres licenciements » (+1 000 après +1 000). Cette hausse a été compensée pour partie par un recul des entrées pour « fins de mission d'intérim » (-3 000 après -3 000), « démissions » (-1 000 après -1 000), « fins de CDD » (-1 000 après -6 000) et « licenciements économiques » (-1 000 après +2 000)

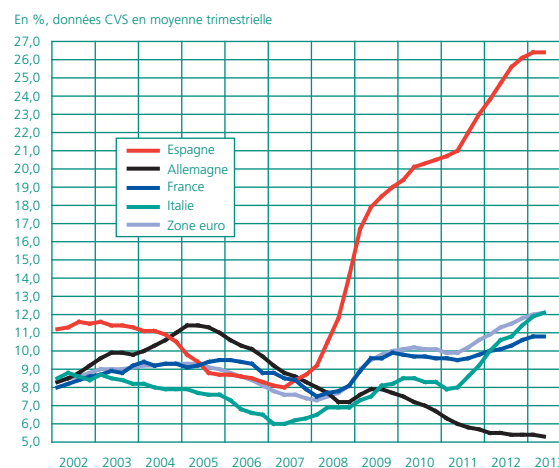
## La croissance du PIB de la zone euro s'est redressée au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro a progressé de 0,3 %, profitant

du redressement de l'ensemble des principales composantes de la demande. Cette progression fait suite à six trimestres de recul consécutifs [8]. Sur un an, le PIB de la zone euro a reculé de 0,5 %, après un repli de 1,0 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et de 0,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012. Parmi les principaux pays de la zone euro, l'activité a augmenté de 0,7 % et de 0,5 % en Allemagne et en France (après 0,0 % et -0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre) tandis que la contraction s'atténuait en Italie et en Espagne (-0,2 % et -0,1 % respectivement, après -0,6 % et -0,4 %). Les glissements annuels du PIB se sont ainsi redressés en Allemagne et en France à +0,5 % et +0,3 % respectivement au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 tandis que le recul de l'activité sur un an s'est limité à 2,0 % et 1,6 % en Italie et en Espagne. L'activité au Royaume-Uni a progressé de 0,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 après +0,3 % au trimestre précédent ; sur un an, la croissance au Royaume-Uni s'est nettement redressée, ressortant à +1,5 % après +0,3 % un an auparavant.

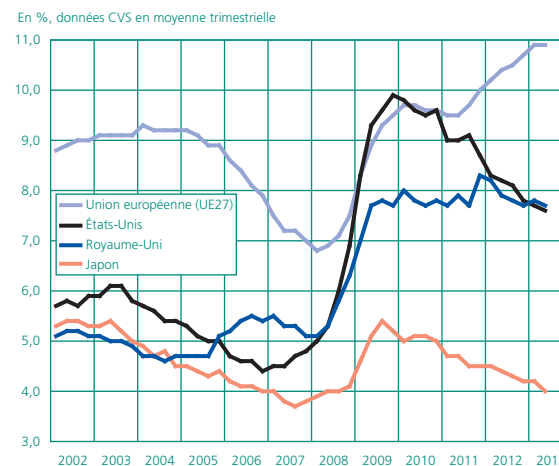
Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage au sens du

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les Dom.  
Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.  
Source : Eurostat.



(9) Les flux d'entrées et de sorties sont mesurés pour l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu. Deux facteurs expliquent actuellement ce défaut de bouclage : certains flux sont connus avec retard et certains déménagements donnent lieu à un mouvement d'entrée, mais pas de sortie.

(10) On estime que ce changement de règle a eu un impact à la baisse de 24 000 sur le nombre de radiations administratives enregistrées en janvier 2013 en France métropolitaine et, par conséquent, d'autant sur le nombre de sorties au total. Depuis le mois de février 2013, le nombre de radiations administratives a dû retrouver, en moyenne, un niveau correspondant à celui qui aurait été observé si les règles n'avaient pas été modifiées.



BIT s'est établi dans la zone euro à 12,1 % de la population active au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 (graphique 12 et [9]), en hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,8 point sur un an. Il s'agit du huitième trimestre consécutif de hausse du taux de chômage dans la zone euro. Selon les données harmonisées établies par Eurostat, le taux de chômage a augmenté dans les principaux pays de la zone euro, à l'exception de l'Allemagne et de l'Espagne, où il est resté stable. En France, le taux de chômage s'est élevé à 10,9 % en France (y compris Dom). Il est en hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,7 point par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2012. En Italie, le taux de chômage a atteint 12,1 % après 11,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 ; sur un an, il a augmenté de 1,5 point. En Espagne, plus d'un quart des actifs était au chômage au 2<sup>e</sup> trimestre (26,4 %). Cette part est restée stable au 2<sup>e</sup> trimestre. Sur un an, le taux de chômage espagnol s'est accru de 1,6 point. En Allemagne, le taux de chômage s'est stabilisé à 5,4 % depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2012. Il demeure ainsi à son plus bas niveau depuis la réunification (-0,1 point sur un an). Le taux de chômage au Royaume-Uni a quant à lui diminué de 0,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, après

+0,1 point au trimestre précédent, pour atteindre 7,7 % de la population active. Sur un an, il est en baisse de 0,2 point.

Aux États-Unis, l'activité a accéléré au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, progressant de 0,6 % après +0,3 % au trimestre précédent. Sur un an, sa progression s'est établie à 1,6 %. Ce raffermissement de l'activité s'explique notamment par la meilleure tenue des échanges extérieurs et l'accélération des reconstitutions de stocks des entreprises. Par ailleurs, le taux de chômage a poursuivi sa baisse, se repliant de 0,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 et de 0,6 point sur un an (graphique 13). Il s'est ainsi établi à 7,6 % de la population active, à un niveau nettement inférieur à celui de la zone euro.

Enfin, au Japon, malgré un léger ralentissement, l'activité reste soutenue au 2<sup>e</sup> trimestre (+0,6 % après +0,9 %), en lien avec la vigueur de la consommation des ménages et la hausse des dépenses publiques. En rythme annuel, le PIB nippon a augmenté de 0,9 %. Le taux de chômage a diminué de 0,2 point et représente 4,0 % de la population active au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. Sur un an, il a diminué de 0,4 point.

## DARES\*

**\* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Laure NGUYEN et Thierry ZILLOTTO et composée de Marlène BAHU, Philippe BOURIEAU, Yannick CROGUENEC, Justine DURAND, Guillaume LEBRAULT, Florian LEZEC et Benoît ROUMIER.**

### Pour en savoir plus

- [1] Insee (2013), « Au deuxième trimestre, le PIB rebondit (+0,5 % après -0,1 %) et le pouvoir d'achat des ménages progresse de nouveau (+0,5 % après +1,0 %) », *Informations Rapides* n°222, septembre.
- [2] Insee, Dares (2013), « L'emploi marchand en baisse au deuxième trimestre 2013 », *Informations Rapides* n°206, septembre.
- [3] Lebrault G. (2013), « L'emploi intérimaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 : l'intérim en léger repli », *Dares Indicateurs* n°061, septembre.
- [4] Lezec F. (2013), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n°057, septembre.
- [5] Croguennec Y. (2013), « Les tensions sur le marché du travail au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 », *Dares Indicateurs* n°056, septembre.
- [6] Insee (2013), « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 », *Informations Rapides* n°203, septembre.
- [7] Dares, Pôle emploi (2013), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en août 2013 », *Dares Indicateurs* n°058, septembre.
- [8] Eurostat (2013), « Le PIB de la zone euro en hausse de 0,3 % et celui de l'UE27 en hausse de 0,4 % », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°130, septembre.
- [9] Eurostat (2013), « Le taux de chômage à 12,1 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°126, août.
- [10] Dares (2013), « Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2012 », *Dares Analyses* n°037, juin.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

[www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr) (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la Dares)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique et Impression : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Abonnement aux avis de parution de la Dares (<http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de-76/avis-de-parution-2063/bulletin-2064/abonnement-13777.htm>)

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.